

Point de Presse du Conseil d'Etat

16 mai 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat
M. Charles Beer, vice-président
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Produits chimiques : oui à une harmonisation européenne.....	4
Genève	5
Nouvelle loi sur la HES-SO Genève	5
Dispositifs d'insertion et de qualification des jeunes en rupture	6
100 nouveaux logements prévus à Lancy	7
90 nouveaux logements prévus au Petit-Saconnex	7
La Chapelle-Les Sciens: déplacement des jardins familiaux en vue de réaliser 600 nouveaux logements ..	8
Circulation normalisée à Vernier	8
Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie.....	9
Aide financière à la Fondation Neptune.....	9
Aides financières accordées à des entités actives dans le domaine de la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie	10
Aide financière à diverses entités actives dans le domaine culturel.....	10
Cour des comptes : la date de l'élection est fixée.....	11
Nouveau conseiller municipal dans la commune de Pregny-Chambésy.....	11
Entrée en vigueur de lois	12
Agenda des invitations à la presse	13

Produits chimiques : oui à une harmonisation européenne

Le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur de la troisième révision de l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, mise en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Parmi les modifications proposées, on relève la fixation d'une teneur maximale en phosphore dans les produits pour lave-vaisselle à usage domestique, permettant de lutter contre la pollution des eaux. Ces adaptations garantissent une meilleure protection des utilisateurs et de l'environnement par une mise aux normes européennes.

Le Conseil d'Etat salue également l'abandon du système d'autorisation lourd et peu efficace, pour les installations contenant des fluides frigorigènes. Il est prévu à l'avenir d'interdire ces fluides lorsque l'état de la technique permet une alternative. Lorsqu'ils sont encore utilisés, le canton propose cependant qu'une traçabilité soit garantie.

*Pour toute information complémentaire : M. François Zosso, chef du secteur des produits chimiques, DARES,
☎ 022 546 51 90.*

Nouvelle loi sur la HES-SO Genève

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi consacrant l'autonomie de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale - Genève (HES-SO Genève), suivant en cela les grandes lignes du projet rédigé par la commission externe présidée par Mme Christiane Brunner, présidente du Conseil de la Haute école de Genève (HES-SO Genève) et ancienne conseillère aux Etats.

Le gouvernement soutient ainsi une modernisation de l'organisation et des structures de la HES-SO Genève afin de garantir aux jeunes des formations tertiaires de qualité en adéquation avec les attentes de la société et des milieux professionnels. Il soutient en outre une autonomisation de la HES-SO Genève qui répond à l'évolution du paysage suisse des hautes écoles, en particulier aux exigences de la nouvelle convention intercantonale HES-SO ratifiée par la [loi](#) au niveau cantonal. L'autonomisation de la HES-SO répond également aux objectifs de la [loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles \(LEHE\)](#) adoptée par le parlement fédéral le 30 septembre 2011.

La révision adoptée par le Conseil d'Etat s'articule autour des axes principaux suivants :

- une autonomie accrue de la HES-SO Genève, qui devient un établissement autonome public ;
- une réforme de la gouvernance de la HES-SO Genève notamment par le renforcement de la direction via la mise en place d'un conseil de direction dont la composition (le-la directeur-trice général-e et les directeurs-trices des écoles) contribuera à l'affirmation d'une entité genevoise forte et intégrée tout en maintenant l'identité de chaque école et ses liens avec le monde professionnel et le tissu local ;
- une amélioration du pilotage stratégique de la HES-SO Genève par la définition d'objectifs au niveau intercantonal et de prestations au niveau cantonal.

Enfin, ce projet de loi renforce la place des hautes écoles genevoises en favorisant le développement de collaborations entre la HES-SO Genève et l'Université.

Pour toute information complémentaire: Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15, et M. François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, DIP, ☎ 022 388 65 05.

Dispositifs d'insertion et de qualification des jeunes en rupture

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement d'application de la loi sur la formation professionnelle](#) qui concerne les dispositions d'insertion et de qualification des jeunes en rupture. Le gouvernement répond ainsi aux recommandations de la commission externe d'évaluation des politiques publiques (CEPP), formulées dans son rapport d'octobre 2011 sur l'« Evaluation de la politique d'information et d'orientation professionnelle en faveur des jeunes en rupture de formation ».

Le dispositif [EQIP](#) (encouragement à la qualification et à l'insertion professionnelle des jeunes en rupture de formation), créé dès 2009, a désormais une base réglementaire et continue à remplir son rôle de plateforme d'échange et de coopération concernant les politiques publiques d'insertion. EQIP est désormais rattaché au Conseil interprofessionnel pour la formation avec une implication des partenaires sociaux. Participent également à cette commission officielle des représentants de l'office cantonal de l'emploi, de la direction générale du postobligatoire, de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), de l'office de la jeunesse, de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASE), de l'office cantonal d'assurance invalidité, du service de la recherche en éducation et de l'Association des communes genevoises. EQIP tiendra, sous cette forme, sa première séance en septembre 2012.

Un des problèmes mentionnés de manière récurrente dans la prise en charge des jeunes en rupture de formation est la difficulté pour les jeunes eux-mêmes, voire leurs parents, de savoir où s'adresser. Pour y remédier, la [Cité des métiers et de la formation \(CdMF\)](#) constitue un portail d'entrée accessible au public, ouvert tous les jours de 10h à 17h (le jeudi jusqu'à 20h). La CdMF offre ainsi aux jeunes la possibilité de rencontrer, gratuitement et sans rendez-vous, des spécialistes de l'insertion, de participer aux différents événements organisés quotidiennement et d'être orientés vers la gestion du suivi individualisé (GSI). La CdMF est également chargée de mettre à jour le catalogue des prestations existantes dans le canton pour venir en appui aux jeunes en rupture de formation.

La GSI était jusqu'ici un dispositif pilote, financé en partie par la Confédération. Désormais, il est pérennisé au sein de la direction générale de l'OFPC et assure également la coordination de la prise en charge des jeunes en rupture de formation. Depuis la rentrée scolaire 2011-2012, plus de 700 cas sont suivis selon un protocole d'intervention très précis incluant au minimum un suivi hebdomadaire. Près de 40% de ces jeunes qui ont entre 15 et 18 ans peuvent obtenir un soutien, soit pour retrouver une formation, soit pour pouvoir y être maintenu. Comme l'a préconisé la CEPP, la GSI est chargée de coordonner la prise en charge des jeunes suivis, en collaboration avec plus de trente institutions organisées sous la forme d'un réseau très actif dont sont membres des structures communales (Onex, Versoix, Plan-les-Ouates, Vernier, Meyrin, Ville de Genève, etc.), des institutions publiques (office médico-pédagogique, service de la protection des mineurs, service santé jeunesse, Hôpitaux universitaires de Genève, Hospice général, etc.), des associations (SEMO, Astural, UOG, Réalise, etc.).

Enfin, et toujours dans le but d'améliorer les connaissances de cette partie de la population, le service de recherche en éducation va constituer un « observatoire statistique » dans le but de mieux la recenser, d'en connaître les besoins et de mettre en place de futures mesures ciblées.

Pour toute information complémentaire : M. Grévoire Evéquoz, directeur général de l'office pour la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 3884425, et M. Frédéric Wittwer, directeur de projet délégué aux affaires intercantionales, DIP, ☎ 022 546 69 50.

100 nouveaux logements prévus à Lancy

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur douze parcelles de 8601 m² situées à Lancy, de part et d'autre de la route de Saint-Georges, à la hauteur de l'entrée du cimetière du même nom. Ces terrains, dont une parcelle appartient à la commune, sont aujourd'hui situés en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée).



Le projet propose de construire 100 logements, répartis dans quatre bâtiments de cinq à six étages, et 2300 m² d'activités commerciales ou artisanales dans les rez-de-chaussée. Une surface de 1000 m² sera également consacrée à des commerces et un équipement public d'environ 700 m² prendra place sur le terrain communal. 149 places de parking sont prévues en sous-sol.

Le Conseil municipal de Lancy a préavisé favorablement ce projet le 15 décembre dernier. La procédure d'opposition ouverte du 21 février au 22 mars 2012 n'a suscité aucune opposition.

Le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle.

Pour toute information complémentaire: M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

90 nouveaux logements prévus au Petit-Saconnex

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur des terrains situés le long de l'avenue de Châtelaine au Petit-Saconnex, en Ville de Genève. D'une superficie totale de 5442 m², ces quatre parcelles sont situées en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée).



Le projet consiste à construire 90 logements, répartis sur deux bâtiments de sept étages avec attique, et 700 m² d'activités ou commerces dans les rez-de-chaussée. Il prévoit également de créer en sous-sol 119 places de stationnement pour les habitants et les visiteurs. L'implantation des constructions permet de préserver un cèdre le long de l'avenue de Châtelaine et contribue à la perméabilité entre le futur parc Hentsch et celui des Franchises.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement ce projet le 12 octobre 2011. La procédure d'opposition ouverte du 17 janvier au 16 février 2012 n'a suscité aucune opposition.

Le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle.

Pour toute information complémentaire: M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

La Chapelle-Les Sciens: déplacement des jardins familiaux en vue de réaliser 600 nouveaux logements

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil deux projets de loi concernant le déplacement des jardins familiaux de La Chapelle et des Sciens, situés respectivement à Lancy et à Plan-les-Ouates, et leur reconstruction. Le déplacement des jardins familiaux permettrait de libérer les terrains destinés à accueillir les 600 nouveaux logements prévus par le plan directeur de [La Chapelle - Les Sciens](#), adopté le 27 juin 2007 par le Grand Conseil. La réalisation de l'école intercommunale Le Sapay dépend également du déplacement des jardins familiaux des Sciens.



Le premier crédit extraordinaire d'investissement, de 4,624 millions de francs, concerne le déplacement des 92 jardins familiaux de La Chapelle (commune de Lancy), d'une superficie de 170 m² chacun, et leur reconstruction à Champs-Bossus (commune de Vernier), sur une parcelle appartenant à l'Etat de Genève. Le projet prévoit de réaliser 140 jardins familiaux au total, dont 48 mis à disposition dans le cadre d'autres suppressions de sites de jardins familiaux. Le



site de Champs-Bossus à Vernier se prête à ce type d'activité en raison de sa proximité avec des zones d'habitat et de son accessibilité par les transports publics. Aucun logement ne peut être réalisé sur la parcelle en raison des nuisances sonores de l'aéroport.

Le second crédit extraordinaire d'investissement, d'un montant de 5,046 millions de francs, concerne le déplacement des 107 jardins des Sciens à Plan-les-Ouates, d'une superficie de 170 m² chacun, sur trois parcelles appartenant à des privés et situées au sud de l'emplacement actuel. Ces parcelles font l'objet d'un échange. Le site est jugé idéal pour y installer des jardins familiaux en raison de la proximité de l'ancien site et de sa bonne accessibilité par les transports publics. Seize jardins supplémentaires pourront être réalisés. Le site sera contigu au futur quartier de La Chapelle des Sciens.



Sous réserve du vote des deux crédits d'investissement par le Grand Conseil, l'ouverture des chantiers de ces nouveaux jardins familiaux pourrait avoir lieu à la fin de cette année, pour une mise à disposition en automne 2013.

Pour toute information complémentaire: M. Philippe Moraga, chef de projets, direction des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 53 80.

Circulation normalisée à Vernier



En réponse à deux pétitions d'habitants de Vernier (P1769 et P1771) demandant des améliorations de circulation tant pour les usagers des bus des Transports publics genevois (TPG) que pour les automobilistes, le Conseil d'Etat constate que depuis lors la situation s'est améliorée suite à l'introduction de plusieurs mesures prises en vue d'assainir les conditions de circulation. En effet, depuis la réhabilitation de l'ancienne route de Vernier pour les véhicules TPG, ces derniers ne connaissent presque plus de retard, particulièrement en direction de Genève.

Par ailleurs, le transit automobile dans Vernier-Village a pu être supprimé répondant ainsi au souhait des Verniolans. Le Conseil d'Etat est cependant conscient que l'accès des habitants de Vernier-Village doit encore être amélioré, malgré l'allongement du feu vert au carrefour de la route du Nant-d'Avril / avenue Louis-Pictet.

Le cas échéant, des mesures supplémentaires seront décidées d'un commun accord avec la commune.

Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, directeur a.i. de la direction des transports publics, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 38.

Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi modifiant la [loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie](#) (LaLAMal).

Cette modification complète, pour le Tribunal arbitral des assurances, la liste des représentants des professions pouvant être amenés à trancher des litiges dans leur domaine respectif et adapte la LaLAMal à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité et à la loi fédérale sur l'assurance militaire. Des représentants de l'assurance-invalidité, de l'assurance militaire ainsi que des techniciens du domaine médical pourront désormais siéger.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Doebelin, juriste, DARES, ☎ 022 546 50 44.

Aide financière à la Fondation Neptune

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi accordant une aide financière d'un montant total de quelque 1'350'000 francs à la Fondation Neptune pour les années 2013 à 2016.

Construite en 1904, la Neptune est l'un des fleurons du patrimoine naval genevois. Propriété depuis 1976 de la fondation de droit privé du même nom, elle a été classée monument historique en 1993. Afin de garantir la sécurité du transport de personnes, la barque a été entièrement restaurée en 2005. Plus de 100'000 personnes ont été accueillies à son bord depuis sa remise à flots en 1976.

La fondation est chargée de conserver, de gérer et d'exploiter la barque Neptune, de promouvoir son image au bénéfice du canton et de former l'équipage en vue du maintien des pratiques historiques de navigation.



Pour toute information complémentaire : M. Luc Deley, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Aides financières accordées à des entités actives dans le domaine de la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie

Le Conseil d'Etat a accordé un montant total de 311'435 francs à six entités actives dans le domaine de la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie : l'Association pour le bateau « Genève », la Croix-Bleue romande, l'Institut de médecine sociale et préventive, Nuit Blanche (diverses associations partenaires), Première Ligne et le service de santé de la jeunesse.

Les montants accordés sont prélevés sur le Fonds drogue, qui est alimenté par la moitié des sommes provenant de confiscations ou de dévolutions en rapport avec le trafic des stupéfiants.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale (DGAS), DSE ☎ 022 546 51 64.

Aide financière à diverses entités actives dans le domaine culturel

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 80'000 francs pour les années 2012 à 2014 à l'Association compagnie STT, association sans but lucratif. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la convention de soutien conjoint pour les compagnies à rayonnement suprarégional et international, accord constituant une première dans la mesure où il implique non seulement le canton et la Ville de Genève, mais aussi la Ville de Lausanne, ainsi que Pro Helvetia, fondation suisse pour la culture. La compagnie s'engage à créer des œuvres originales qu'elle présentera au public à Lausanne et Genève, à faciliter l'accès de tous les publics aux productions de la compagnie et à faire connaître le monde professionnel du théâtre auprès du public. Elle doit également prévoir des représentations dans d'autres régions linguistiques suisses et/ou à l'étranger.

Le gouvernement a également octroyé une aide de 40'000 francs à l'Helvetic Shakespeare Company afin de soutenir la création et la représentation de la pièce de théâtre *La Ronde* d'Arthur Schnitzler, qui sera jouée du 23 juin au 15 juillet 2012 au Théâtre de l'Orangerie à Genève.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 65'000 francs à la Commission romande de diffusion des spectacles (Corodis) dont le but est de promouvoir la diffusion des spectacles romands tant en Suisse qu'à l'étranger.

Enfin, il a accordé une aide de 30'000 francs au Théâtre Saint-Gervais Genève (Fondation pour les arts de la scène et de l'image) lui permettant de développer une collaboration avec le théâtre Bonlieu Scène Nationale d'Annecy en vue de favoriser la diffusion des créations genevoises et de permettre au public genevois de découvrir des productions françaises, dans le cadre d'un projet audacieux et pionnier soutenu par des crédits européens (INTEREG IV).

Tant les collaborations mises en place par la Corodis avec de nombreuses institutions culturelles régionales et étrangères que le projet artistique du Théâtre Saint-Gervais avec une scène de France voisine correspondent à la volonté du canton de favoriser la diversité artistique à Genève et de faire rayonner les créations genevoises hors des frontières cantonales.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Cour des comptes : la date de l'élection est fixée

Le Conseil d'Etat a fixé au 4 novembre 2012 la date de l'élection des membres de la Cour des comptes (trois magistrat-e-s à plein-temps et trois suppléant-e-s) et au lundi 24 septembre 2012 à 12h00 l'échéance du délai pour déposer des listes de candidatures au service des votations et élections de la chancellerie d'Etat.

L'élection générale des membres de la Cour des comptes a lieu tous les six ans au cours de la période allant du 1^{er} septembre au 15 novembre. Le peuple pourra exercer ses droits politiques au local de vote, par correspondance ou par voie électronique.

Afin de procéder à des tests en vue d'adapter l'exercice des droits politiques aux possibilités offertes par la technique et en dérogation de l'article 66, alinéa 3 et de l'article 68 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#), les jurés électoraux dans les locaux de vote ne procéderont pas à un tri de tous les bulletins, mais uniquement au décompte des bulletins de vote des électeurs s'étant rendus au local de vote le jour du scrutin.

Par ailleurs, les votes reçus par correspondance et par voie électronique seront dépouillés de manière anticipée le dimanche du scrutin sous le contrôle de la commission électorale centrale.

Cette élection sera tacite si le nombre de candidats inscrits ne dépasse pas celui des sièges à pourvoir.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nouveau conseiller municipal dans la commune de Pregny-Chambésy.



Le Conseil d'Etat a proclamé M. Nicolas HAENNI élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Pregny-Chambésy.

Il remplace Mme Noëlle Genser, démissionnaire, sur la liste « Entente communale ».



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 22.03.2012, modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (H 1 05) (L10816)	Grand Conseil	Mercredi 23 mai 2012 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 22.03.2012, ouvrant une subvention d'investissement de 150'000'000 francs pour la construction du dépôt « En Chardon » au profit des Transports publics genevois (L10834)	Conseil d'Etat	Mercredi 23 mai 2012 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 22.03.2012, autorisant le Conseil d'Etat à aliéner la parcelle 5417, plan 40, de la commune de Bernex, soit un bâtiment sis route du Pré-Lauret 3 (L10336)	Conseil d'Etat	Mercredi 23 mai 2012 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
18 mai 14h00	Thermographie : éco-conseils subventionnés à l'attention des propriétaires	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel de Ville 1204 Genève	DSPE ACG	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13
21 mai 10h30	Soutien du DARES aux entreprises locales actives dans le domaine du <i>cleantech</i>	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel de Ville 1204 Genève	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
22 mai 13h30 à 17h30	Forum « inégalités sociales et santé - un enjeu pour Genève »	Auditoire Louis-Jeantet 77, route de Florissant 1206 Genève	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
24 mai 19h00	Signature des nouveaux contrats avec les compagnies conventionnées de Genève dans les domaines danse, théâtre et arts performatifs	Bâtiment des Forces motrices 2, place des Volontaires 1204 Genève	DIP	Geneviève Bridel ☎ 022 546 66 68
29 mai 9h30	Découverte archéologique	<i>à déterminer</i>	DCTI	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67
14 juin 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics de la halte CEVA de Carouge-Bachet	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 96 24 ou 076 313 01 25